

Dissensions en Europe sur la politique énergétique : les gouvernements sont en cohérence avec leurs peuples

(Pierre Dieumegard)

En 2022, on a beaucoup parlé de crise énergétique, au motif que la guerre en Ukraine avait fait diminuer l'approvisionnement en gaz de l'Europe, et donc avait provoqué une forte augmentation du prix de l'électricité. En réalité, la crise énergétique est beaucoup plus large que ça, et même lorsque la guerre en Ukraine s'arrêtera, il restera les problèmes fondamentaux du gaspillage énergétique, du rejet de gaz à effet de serre et des coûts, des dangers et des retards de l'industrie nucléaire, et autres.

1 2023 : dissensions entre gouvernements sur la place du nucléaire

Début juin 2023, l'hebdomadaire L'Express avait un titre guerrier : « Politiques, militants, Berlin ... Ils torpillent notre nucléaire ».

Depuis plusieurs dizaines d'années, le verbe torpiller est surtout utilisé au sens figuré, heureusement, mais au sens propre, c'est un terme militaire. Torpiller un navire ennemi, c'est lui envoyer une charge explosive pour le détruire.

Ici, il est question des difficultés de la filière énergétique nucléaire française, dont le maintien ou le développement sont gênés par divers acteurs, en particulier Berlin, la capitale de l'Allemagne.

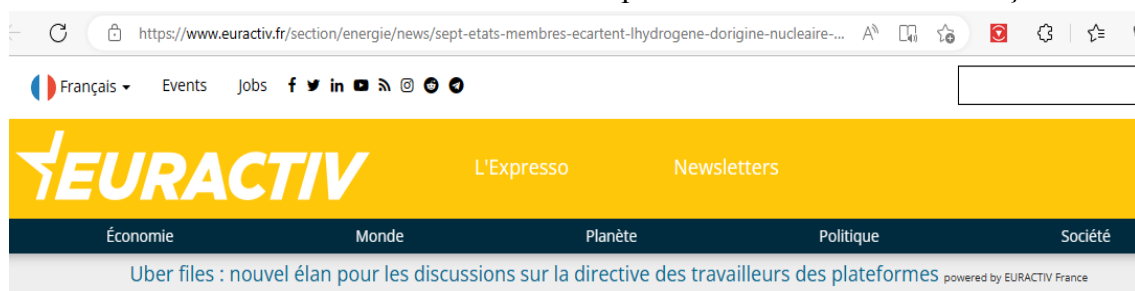
C'est expliqué et amplifié par les explications en bas à gauche : « La stratégie allemande contre l'atome français ». La stratégie, c'est aussi du vocabulaire militaire.

Qu'ont donc fait les partisans de l'Anti-France ?

Ces difficultés viennent du statut que pourrait avoir l'énergie nucléaire dans la politique énergétique de l'Union européenne. Faut-il la considérer comme une « énergie propre », et donc la subventionner, ou bien la considérer comme une « énergie fossile », et donc ne pas la subventionner, et défavoriser son développement.



En mars 2023, un groupe de gouvernements a agi pour que l'hydrogène d'origine nucléaire ne soit pas considéré comme « renouvelable » : c'était une « torpille » contre le nucléaire français.



Accueil / Actualités / Planète / Énergie / Hydrogène / Sept États membres écartent l'hydrogène d'origine nucléaire du texte européen sur les renouvelables

Sept États membres écartent l'hydrogène d'origine nucléaire du texte européen sur les renouvelables

Par : Frédéric Simon | EURACTIV.com | translated by Anna Martino 📅 20 mars 2023 (mis à jour: 📅 20 mars 2023)

Advertisement

is://www.euractiv.fr/sections/economie/

Au cours du printemps, la polarisation en deux camps s'est accentuée, avec de nouvelles torpilles envoyées de part et d'autre :



Accueil / Actualités / Énergie & Climat / Énergies renouvelables / La France exclue de la réunion des « Amis du renouvelable » de l'UE

La France exclue de la réunion des « Amis du renouvelable » de l'UE

Par : Kira Taylor | EURACTIV.com | translated by Alexis Debroux 📅 Jun 19, 2023

Erneuerbare Energien: Frankreich wird bei Ministertreffen ausgeladen

France barred from 'Friends of Renewables' EU ministerial meeting

La France a été écartée lundi (19 juin) de la réunion des « Amis du renouvelable » organisée par l'Autriche en raison de ses récentes prises de position sur la directive renouvelable. Une situation qui ne crée toutefois pas de précédent, selon un diplomate européen.

En amont du conseil des ministres européens de l'Énergie lundi matin (19 juin), 14 d'entre eux se sont réunis pour une réunion autour du groupe des « Amis du renouvelable ».

Le groupe a été initié fin mars par la ministre autrichienne de l'Énergie, Leonore Gewessler, en réaction à l'« Alliance du nucléaire » formée par la ministre française de l'Énergie, Agnès Pannier-Runacher, un mois auparavant.

Selon Mme Gewessler, le groupe pro-nucléaire allait à l'encontre des intérêts de l'UE et il convenait de rééquilibrer la donne en lançant un groupe concurrent consacré à la promotion des énergies renouvelables.

Mme Pannier-Runacher, non invitée à la première réunion du groupe pro-renouvelable, avait demandé à en faire partie en vertu du mix énergétique de la France, composé à 19,3 % de renouvelables, soit plus que l'Allemagne (19,2 %). Elle avait reçu, en mai dernier, une réponse favorable depuis Vienne.

Une lettre datée du 9 mai 2023 de Mme Gewessler à son homologue française en atteste : « Je vous invite cordialement à la prochaine réunion des 'Amis des énergies renouvelables' », peut-on lire dans la lettre que s'est procuré EURACTIV France.

Mais le 17 mai, la situation change. La France, décidée à défendre son industrie nucléaire, joue des coudes à Bruxelles pour ajourner une réunion technique qui devait avoir lieu sur la directive énergies renouvelables (RED) entre les représentants des États membres.

Paris souhaitait des « garanties » supplémentaires concernant l'hydrogène issu du nucléaire, retardant ainsi l'approbation définitive de la directive, faisant pourtant l'objet d'un accord politique depuis la fin mars.

Comme rapporté lundi par EURACTIV, ces objections de dernières minutes ont motivé l'éviction de la France de la réunion des « Amis du renouvelable » de lundi.

Mais pour mener une guerre, il faut trouver des alliés. La France a réuni une « alliance du nucléaire » pour soutenir ses projets.

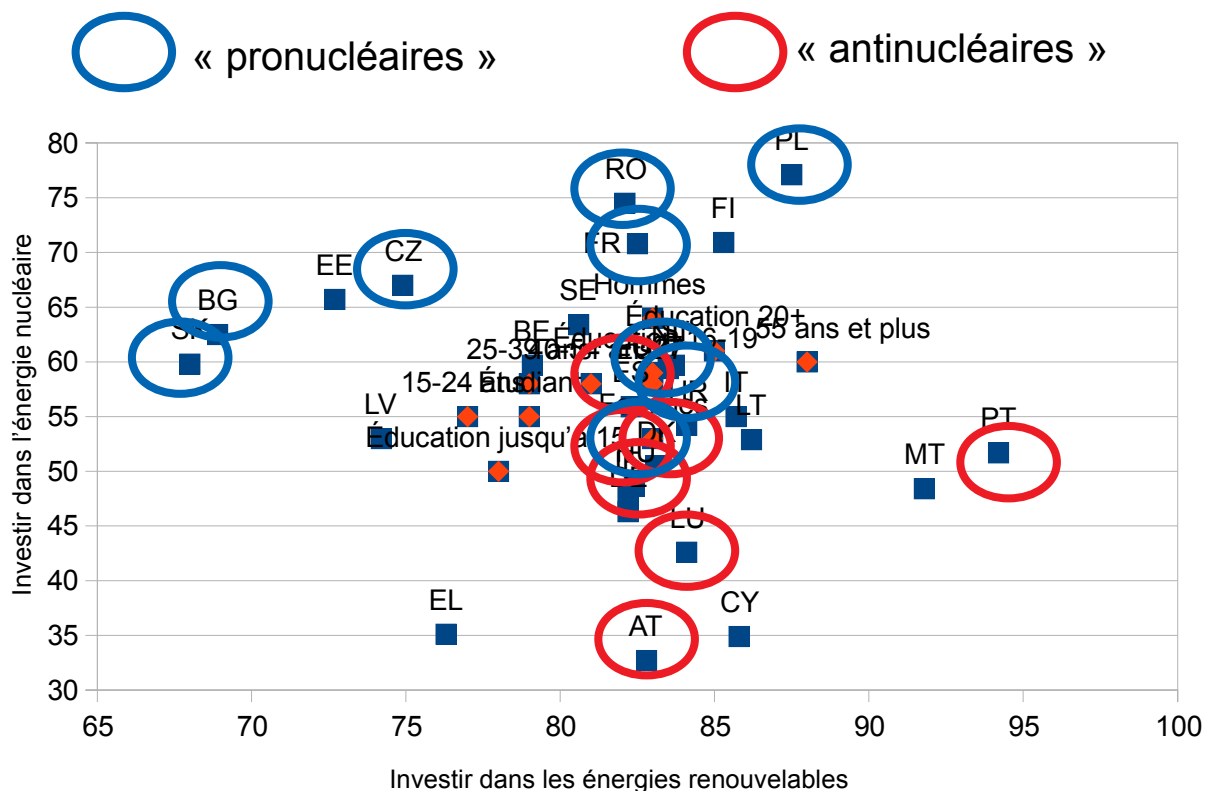


Bref, il apparaît deux camps dans l'Union européenne : l'Alliance du nucléaire (Bulgarie, Croatie, Tchèque, France, Hongrie, Pologne, Roumanie, Slovaquie, Slovénie) et les Amis des renouvelables (Autriche, Irlande, Luxembourg, Portugal, Espagne et Allemagne)

2 Cette opposition était prévisible à partir des opinions publiques des différents pays

À l'automne 2022, une enquête Eurobaromètre (EB Flash 514) « La réponse de l'Union européenne aux défis énergétiques » demandait aux gens s'ils étaient favorables aux investissements dans les énergies renouvelables, et s'ils étaient favorables aux investissements dans l'énergie nucléaire (question Q7).

On peut faire un graphique montrant le pourcentage de réponses favorables (énergies renouvelables en abscisses, énergies renouvelables en ordonnées) :



Les membres de l'Alliance du nucléaire sont entourés de rouge, les membres des Amis des renouvelables sont entourés de bleu.

Développer les énergies renouvelables est assez consensuel : il y a toujours au moins 66 % d'opinions favorables. Par contre, l'énergie nucléaire est beaucoup plus clivante : plusieurs pays ont moins de 40 % d'opinions favorables.

L'opinion publique des pays de l'Alliance du nucléaire est majoritairement favorable au nucléaire, et l'opinion publique des pays des Amis des renouvelables est majoritairement défavorable au nucléaire. Ce n'est pas étonnant que les gouvernements des Amis des renouvelables veuillent « torpiller » le nucléaire français : les gouvernements de ces pays posent des actes en harmonie avec l'opinion publique de ces pays.

3 Pour lutter contre le désordre climatique, les opinions publiques nationales divergent au sujet des mesures coercitives

En 2022 aussi il y a eu un sondage Eurobaromètre sur le thème « Perception du caractère équitable de la transition écologique » (EBS527). La question QA16 était : « Dans quelle mesure êtes-vous pour ou contre les politiques suivantes dans [Notre PAYS] pour limiter le changement climatique d'une manière qui soit inclusive et équitable et ne laisse personne de côté ? ».

16.1 Accroître les investissements de [Notre PAYS] dans les infrastructures de transport public (par exemple, les trains, les autobus);

16.2 taxer les produits et services qui contribuent le plus au changement climatique et redistribuer les revenus aux ménages les plus pauvres et les plus vulnérables

16.3 Attribuer un quota d'énergie à chaque citoyen afin que chacun fasse sa part équitable dans la lutte contre le changement climatique ;

16.4 Subventionner les personnes pour aider à rendre leur logement plus économe en énergie, en particulier les personnes les plus pauvres et les ménages les plus vulnérables (isolation, chauffage et refroidissement propres, unités de production d'énergie, etc.);

16.5 Encourager les entreprises privées, au moyen de règles et d'incitations, à (1) réduire leurs émissions plus rapidement, 2) à passer à des méthodes de production plus économes en énergie, 3) à adopter des processus plus circulaires et durables et 4) à recycler leur main-d'œuvre au besoin.

Dans le rapport, on trouve les pourcentages de réponses positives pour divers groupes, d'une part les 27 groupes nationaux, et d'autre part les groupes sociodémographiques (sexes, âges, niveaux d'études et de revenus, etc.).

La proposition 1 concerne les investissements collectifs : les réponses sont généralement positives, sans grandes différences entre les groupes (écart type entre tous les groupes: 3,4). S'il y a de l'argent, tout le monde accepte de le dépenser pour la communauté.

De même, la proposition 4 a reçu beaucoup de soutien : pour les subventions, l'accord est assez général (écart type 3,7).

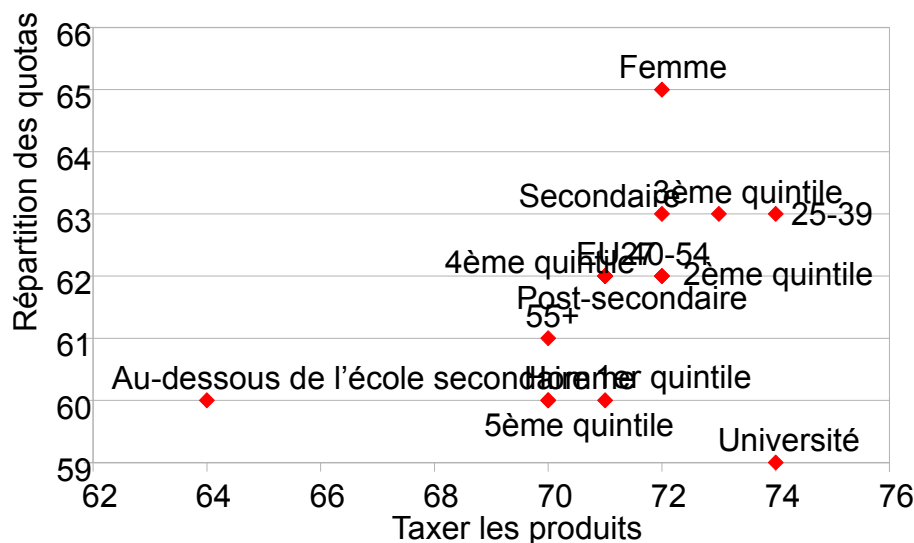
La proposition 5 concerne les entreprises et non les personnes interrogées : là aussi, il y a plutôt un consensus (écart type 4,15)

Par contre, la proposition 2 est celle d'un impôt que les contribuables devront payer. C'est plus douloureux, et les opinions sont plus divergentes (écart type 5:7).

Et la proposition 3 est encore plus conflictuelle : L'attribution d'un quota à chaque individu est l'équivalent des tickets de rationnement. Qui décidera pour moi de l'énergie que j'aurai le droit de consommer ? Il n'est pas surprenant que les avis soient très différents (écart type 8.8).

Pour ces deux dernières propositions très divergentes, nous verrons comment les opinions des groupes nationaux et des groupes sociodémographiques sont divisées.

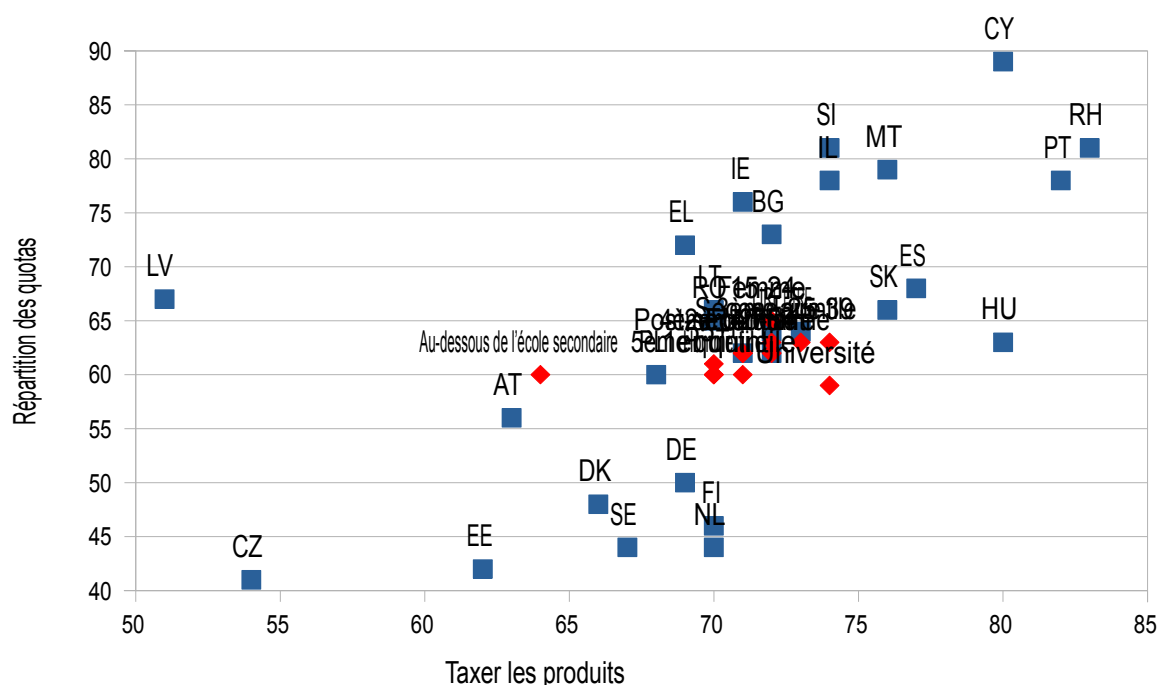
Groupes sociodémographiques



On voit que les femmes et les jeunes sont un peu plus favorables à l'attribution des quotas que les hommes et les anciens, que les diplômés sont un peu plus favorables aux impôts que les non-diplômés, mais ce n'est pas très clair : la différence entre les groupes les plus extrêmes ne dépasse pas 10 à 15 points de pourcentage.

Groupes nationaux

Lorsque les points de vue des différents groupes nationaux sont placés sur le même graphique, l'écart est beaucoup plus grand.



On peut voir que l'écart entre les pays est beaucoup plus grand : 35 à 50 points de pourcentage entre les groupes les plus extrêmes. Il y a aussi une corrélation : les pays favorables à la taxation sont également plutôt favorables aux quotas énergétiques par personne. Les pays ayant une opinion coercitive (en haut à droite du graphique) sont plutôt les pays du sud de l'Europe, tandis que les

pays ayant une opinion libérale, et qui ne veulent ni quotas ni taxation (en bas à gauche du graphique) sont plutôt les pays d'Europe du Nord et du Centre.

3.1 Conclusion : difficultés d'organisation d'une politique européenne cohérente

Bien sûr, il serait souhaitable que la même politique énergétique soit suivie dans l'ensemble de l'UE, plutôt que dans diverses politiques nationales, mais les gouvernements doivent suivre leur point de vue national pour être réélus.

Pour l'instant, il n'y a pas d'opinion publique européenne : il n'y a que l'opinion allemande, l'opinion française, l'opinion polonaise, etc. Pour qu'une opinion publique européenne émerge un jour, l'information et les opinions devraient circuler plus librement d'un pays à l'autre. Pour pouvoir prendre ensemble des décisions sur notre avenir commun, nous avons besoin d'un débat démocratique au niveau de l'Union.

Et pour un tel débat, il faudrait un langage commun. Un tel langage devrait être facile, précis et équitable, en ce sens qu'il ne favoriserait pas un groupe national ou un autre. La meilleure langue commune serait l'espéranto.



Europe Ensemble
<http://www.europeensemble.eu/>
contact@europeensemble.eu



*Europe
Démocratie
Espéranto*

contact@e-d-e.fr
<https://e-d-e.fr/>



Pierre Dieumegard
Document libre sous licence CC by-sa
<http://creativecommons.org/licenses/by-sa/2.0/fr/>
Document disponible en
<http://europeensemble.eu/data/medias/2023/dissensionseneuropepolitiqueenergetique.pdf>